

Etude pour la Banque Mondiale concernant les Conflits fonciers, la Migration et la Citoyenneté en Afrique de l'Ouest

Les questions foncières, les droits de propriété, la migration et la citoyenneté sont autant de thèmes complexes qui touchent de manière transversale des sphères diverses telles que le social, l'économie et la politique en Afrique de l'Ouest. Au centre de l'intégration régionale et du développement économique, ces questions sont autant de causes de conflits et de fragilités.

Le lien entre les questions foncières, de propriété et de citoyenneté est apparu sous une forme ou une autre dans la quasi-totalité des conflits civils observés dans la région ces dernières décennies. Ce lien continue de caractériser de manière toujours plus visible, la violence pastorale dans le Sahel. Les défis structurels reliés au foncier, à la migration et à la citoyenneté sont pour la plupart restés inchangés et, les efforts mis en œuvre pour y répondre n'ont pas eu d'impact significatif. Cela est préoccupant car de nombreuses tendances régionales et mondiales ne vont qu'intensifier les vulnérabilités et faiblesses dans la gestion foncière, des migrations ou des questions relatives à la citoyenneté.

Dans ce contexte, et à la demande de la Banque Mondiale, l'OIM a mené une étude intitulée « Land Conflict, Migration and Citizenship in West Africa : Complex Diversity and Recurring Challenges¹ ». Ladite étude prenait part dans une initiative plus large de la Banque Mondiale visant à l'amélioration de la compréhension de son personnel (et celle du personnel d'autres institutions de développement) des meilleures

manières de mitiger les risques de violence et de fragilité dans la région. Le document bénéficiera par ailleurs aux décideurs africains et aux bailleurs de fonds engagés dans la région.

Basée sur une profonde étude de la littérature disponible, la recherche s'est concentrée sur les quinze Etats-membres de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)². L'étude fait tout d'abord le point sur le contexte migratoire en Afrique de l'Ouest, identifiant le type, la nature et l'importance des flux de mobilité dans la région. Puis, expose le pluralisme des systèmes de tenure et gestion des terres pour finalement fournir un panorama des principaux défis en matière de foncier avant, durant et après un conflit ce qui inclut notamment une étude détaillée du cas de la Cote d'Ivoire, de la Sierra Leone et du Liberia.

L'étude met en lumière des notions culturelles d' « étranger³ » à travers les pays d'Afrique de l'Ouest, en soulignant l'importance du rôle joué par le concept de citoyenneté dans les difficultés rencontrées dans la région autour du foncier. Les défis structurels inhérents au foncier, à la migration et aux questions de citoyenneté sont explorés dans le contexte des tendances contemporaines et régionales de pénurie foncière, de développement du secteur agro-alimentaire, de croissance

¹ La publication est disponible en Anglais uniquement.

² Benin, Burkina Faso, Cap Vert, Cote d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone et Togo.

³ Identifie comme "Foreigner" ou "Outsider".



IOM International Organization for Migration
OIM Organisation internationale pour les migrations
OIM Organización Internacional para las Migraciones

démographique et d'urbanisation ainsi que d'autres influences socio-générationnelles et de changement climatique.

L'étude conclut par l'identification de voies possibles pour avancer dans la recherche et les politiques

programmatiques telles que le besoin d'une mise à jour de l'enquête réalisée sur les politiques foncières en Afrique de l'Ouest et une étude comparative du pluralisme légal concernant la tenure foncière en Afrique de l'Ouest.

Pour de plus amples informations, merci de contacter lpr@iom.int